

Rapport annuel sur l'état de la France en 2015

Déclaration du groupe des associations

Faire le point sur la situation de notre pays s'est encore révélé un exercice délicat car trop répétitif d'une année sur l'autre et insuffisamment cerné dans son « originalité ». Ce *Rapport sur l'état de la France en 2015* n'échappe pas à cette difficulté, celle de porter un regard pertinent, complémentaire des autres productions existantes et reflétant les préoccupations portées collectivement par la société civile représentée dans cet hémicycle.

Ce rapport permet, cependant, de mettre en exergue quelques priorités déjà défendues dans de nombreuses productions du Conseil. D'une certaine manière, il reprend certaines inquiétudes et quelques espoirs de notre assemblée face aux fortes mutations de notre société. Dans un contexte marqué par une reprise économique fébrile, aux perspectives encore incertaines en matière d'emploi, il était utile que le rapport réaffirme les atouts structurels de la France.

Arrêtons-nous un instant sur ces atouts précisément. Certes, notre modèle social est aujourd'hui en difficulté, mais il garantit toujours une protection sociale complète à une grande majorité de Français, et le système de redistribution sur lequel il repose place la France parmi les nations les moins inégalitaires d'Europe. Notre pays bénéficie également d'un riche tissu industriel, composé de TPE, PME et *start-up* dynamiques. Le monde de l'économie sociale et solidaire participe fortement au développement économique et social de nos territoires, pour répondre durablement aux besoins de la population. Les 1,3 million d'associations et les 2 300 fondations françaises placent leur énergie et leur savoir-faire au service d'une plus grande cohésion sociale. Non cantonnées dans un rôle exclusif de réparation sociale, elles aussi innovent et agissent pour bâtir la société de demain.

L'apport spécifique de ce rapport 2015 concerne la 3^e partie « Fractures et défis. Pour un nouveau pacte social ». L'analyse de l'état du lien social s'appuie sur un constat éclairant concernant la pauvreté en France avec des focus percutants sur les territoires ruraux et les banlieues notamment.

Concernant la partie des préconisations, notre groupe regrette un certain manque d'opérationnalité et l'effet catalogue que leur énumération insuffisamment développée peut donner à la lecture. Parmi l'ensemble de ces recommandations, notre groupe adhère particulièrement à celles qui consistent à « Renforcer la cohésion » (notamment sur l'objectif d'une convergence fiscale et sociale au niveau européen) et « Faire enfin du développement durable un axe stratégique » et cela à quelques semaines de l'ouverture de la Cop 21.

Notre groupe souscrit ainsi à la proposition d'inciter notre gouvernement et nos élus politiques de tous bords à réfléchir à la conception d'un modèle socio-économique renouvelé, qui renoncerait à la quête illusoire d'une croissance infinie pour se placer au service d'un mieux-être social et environnemental.

Le groupe des associations remercie le rapporteur pour son investissement et le difficile exercice qu'il a dû conduire. Il a voté l'avis.